

---

## Mouvements territoriaux des partis politiques québécois

Paul Villeneuve et Yvon Jodoin

Université Laval

---

Les partis politiques comptent parmi les organisations qui peuvent avoir une influence considérable au sein d'une société. L'importance des partis ne se mesure pas en termes de chiffre d'affaire comme dans le cas des entreprises, mais plutôt en termes de votes reçus lors des élections. Comment cette importance évolue-t-elle dans le temps et dans l'espace? La fortune des partis est-elle liée à des types de milieux? Certains partis ont-ils plus de succès en milieu rural et d'autres en milieu urbain? Ces questions, pourtant simples, n'ont pas reçu à date de réponses systématiques, du moins en ce qui concerne le Québec. Il faut en effet constater que la dimension spatiale des comportements électoraux en longue période n'a pas été beaucoup étudiée au Québec. Il s'agit pourtant d'un phénomène dont on peut penser qu'il influence considérablement les orientations des politiques publiques, dont celles portant sur le développement régional. Bien que

plusieurs facteurs très conjoncturels influencent les comportements électoraux, il est peut-être possible d'identifier dans ces comportements des tendances structurelles dans l'espace et dans le temps. C'est ce que nous tentons de faire ici selon une démarche en trois temps. Premièrement, à partir de considérations générales sur l'articulation entre le «public» et le «privé», nous développons une hypothèse sur la structure cyclique des comportements électoraux, une structure qui aurait son pendant dans l'espace où elle mettrait en cause les rapports entre le milieu urbain et le milieu rural. Deuxièmement, nous testons cette hypothèse sur le cas du Québec, au cours des derniers soixante ans, à l'aide de données se rapportant aux 18 élections provinciales qui ont eu lieu entre 1944 et 2008. Troisièmement, nous tentons de replacer dans un contexte plus général les principaux enseignements issus de cet exercice.

### Cycles électoraux et oscillations ville-campagne

Bien qu'il soit maintenant courant de remettre en question la pertinence d'opposer la droite et la gauche sur l'échiquier politique, le débat public reste encore fortement polarisé entre, d'un côté, la promotion des initiatives privées comme gage de bon fonctionnement social et, de l'autre côté, la valorisation de l'action collective dans la poursuite du progrès social. De plus, la plupart des principaux partis politiques opérant dans les pays occidentaux peuvent être placés plus ou moins intuitivement sur un continuum allant du collectif à gauche au privé à droite. Par exemple, dans le cas du Québec depuis la

deuxième guerre mondiale, il est probable que la plupart des politologues s'entendraient pour dire que, parmi les quatre principaux partis ayant occupé la scène politique, le Parti libéral du Québec se situerait plutôt au centre de ce continuum, tandis que l'Union nationale se situerait à droite du centre, le Parti Québécois à gauche et l'Action démocratique du Québec à droite. Si tel est le cas, il convient alors de se demander si ces positions sur l'échiquier politique se traduisent par des tendances repérables dans le temps et dans l'espace. En d'autres termes, la fortune politique des partis plutôt de gauche ou plutôt de droite présente-t-

---

elle des tendances spatio-temporelles? Pour répondre à cette question, nous cherchons d'abord du côté de ceux qui ont cru déceler des cycles temporels dans la vie politique et nous explorons ensuite la possibilité que ces cycles s'actualisent dans l'espace géographique sous la forme d'oscillations entre l'urbain et le rural.

L'historien américain Arthur Schlesinger Jr a exploré en détail, dans son livre *The cycles of American history* (1986), l'existence aux États-Unis de cycles temporels où il y aurait alternance entre conservateurs et libéraux, intérêt privé et bien public. Déjà son père, Arthur Schlesinger Sr, lui aussi historien, avait identifié huit périodes alternant entre le privé et le collectif depuis la guerre de 1812 : le repli jeffersonnien de 1812 à 1829; la démocratisation menée par Jackson entre 1829 et 1841; la domination croissante des esclavagistes au gouvernement entre 1841 et 1861; l'abolition de l'esclavage entre 1861 et 1869; la règle conservatrice de 1869 à 1901; l'ère progressiste entre 1901 et 1919; la restauration républicaine de 1919 à 1931; le New Deal de 1931 à 1947. La durée moyenne de ces périodes est d'environ 15 à 16 ans, ce qui donne des cycles «privé-public» d'environ 30 ans. Schlesinger fait alors remarquer que 30 ans, c'est plus ou moins une génération, du moins si la durée des générations est mesurée par la distance moyenne entre mères et filles en années.

Ce facteur générationnel serait d'autant plus important aujourd'hui du fait que les générations démographiques coïncident de plus en plus avec les générations familiales<sup>2</sup>. La notion de génération familiale fait référence au partage de la parenté d'une personne donnée en trois groupes : le groupe de parenté latérale proche, soit les frères, soeurs et cousins germains; le groupe de la parenté ascendante immédiate, c'est-à-dire le père, la mère, les oncles, les tantes et les grands parents; et le groupe de la parenté descendante immédiate,

soit les enfants, neveux, nièces et petits-enfants. Dans le passé, grosso modo avant 1850 qui marque le début de l'utilisation de moyens contraceptifs en Europe, les trois groupes formant la parenté ne se distinguaient pas très nettement selon l'âge des personnes les composant. En d'autres termes, la distribution du nombre de parents vivants d'une personne de 20 ans, selon l'âge de ces parents, prenait la forme d'une courbe décroissant avec l'âge de façon régulière alors, qu'aujourd'hui, cette courbe comporte trois pics très nets, soit vers 20 ans, 50 ans et 75 ans. En d'autres termes, en raison surtout du contrôle des naissances, les mélanges d'âge entre générations familiales ne se produisent plus dans les sociétés contemporaines, ce qui donnerait un poids important aux différences d'âge dans les rapports sociaux.

**En raison surtout du contrôle des naissances, les mélanges d'âge entre générations familiales ne se produisent plus dans les sociétés contemporaines**

En ce qui concerne la possibilité d'un effet cyclique dans les comportements électoraux, l'existence de générations distantes d'environ 30 ans ne se traduirait-elle pas par 15 années de montée d'une génération vers le pouvoir, suivies de 15 autres années de recul face à la génération suivante? Toutefois, malgré cette coïncidence accrue des générations démographiques et des générations familiales, il serait sans doute erroné de suggérer que l'ensemble d'une génération partage les mêmes orientations politiques. D'autres facteurs, tels le lieu de résidence et la classe sociale, sont en cause. Il suffit toutefois qu'une proportion appréciable d'une génération donnée appuie un parti politique particulier pour que celui-ci véhicule les valeurs de cette génération. Une analyse de l'élection provinciale de 2003 a montré qu'à Québec, les sections de vote où les personnes ayant de 25 à 44 ans étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer

---

l'Action démocratique du Québec, alors que celles où les personnes de 45 à 64 ans et de 65 ans et plus étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer respectivement le Parti québécois et le Parti libéral du Québec<sup>3</sup>.

**Hirschman verrait sans doute le débat récent au Québec entre lucides et solidaires comme une manifestation de ces deux formes de désappointement qui produisent des tiraillements et des oscillations entre le privé et le public**

Par ailleurs, un tout autre facteur que l'homogénéité générationnelle peut aussi entraîner l'existence possible d'un cycle «privé-public» dans les comportements électoraux. Albert Hirschman, dans *Shifting involvements : private interest and public action* (1982), évoque un facteur de «désappointement» qui expliquerait en partie, chez les individus et les groupes, l'oscillation entre la valorisation des intérêts privés et l'appui à l'action collective. Hirschman s'interroge sur les facteurs capables d'expliquer les changements de préférences, dont celles qui concernent les partis politiques. Il suggère que les activités de participation aux affaires publiques produisent de la satisfaction mais aussi de l'insatisfaction et des désappointements. Il montre comment cette expérience peut jouer au niveau de l'ensemble d'une société si de larges groupes d'individus subissent en même temps des désappointements marqués comme, par exemple, quand l'État devient trop omniprésent dans la vie de chacun, ce qui pousserait les personnes à se tourner vers des genres de vie plus privés ou, à l'inverse, lorsque des libertés individuelles débridées menacent la cohésion sociale et incitent les personnes à désirer une plus grande solidarité collective. Hirschman verrait sans doute le débat récent au Québec entre lucides et solidaires comme une manifestation de ces deux formes de désappointement qui produisent des tiraillements et des oscillations

entre le privé et le public. D'un point de vue autre, celui de l'étude des lois adoptées par une assemblée législative, Lemieux<sup>4</sup> exprime bien la différence entre le conservatisme d'une part, et le réformisme et l'interventionnisme d'autre part. Pour lui, une action conservatrice peut vouloir rectifier une situation s'étant éloignée de normes reconnues, alors qu'une action réformiste peut vouloir faire progresser une situation vers des normes nouvelles.

Considérons maintenant la dimension spatiale des comportements électoraux, en partant de l'hypothèse très générale, et sans doute contestable, qui pose une relation positive entre le degré d'urbanisation et les tendances réformistes de l'électorat. Cette hypothèse est documentée dans le cas du Canada à l'extérieur du Québec par Cutler et Jenkins<sup>5</sup> (2000). Ils catégorisent les milieux de vie en quatre types : rural, petite ville, urbain, métropolitain. Ces milieux peuvent différer les uns des autres en raison de la composition de leur population. Par exemple, le niveau de scolarisation tend à augmenter quand on passe du milieu rural au milieu métropolitain et ce niveau influence grandement les opinions politiques. Les milieux peuvent aussi différer parce que les personnes vivant dans le même milieu communiquent entre elles, s'influencent et sont soumises à des expériences similaires, ce qui peut les pousser à développer des genres de vie semblables, par exemple, en caricaturant, maison unifamiliale privée, piscine privée et voitures privées en banlieue contre vie en appartement, piscine publique et transport en commun en milieu urbain. Utilisant des données d'enquêtes menées au Canada anglais et datant de 1992 et 1993, Cutler et Jenkins montrent, qu'en coupe, c'est-à-dire à un point dans le temps, des indicateurs du degré de «traditionalisme moral», tels que les attitudes envers les féministes et les homosexuels, révèlent un plus grand traditionalisme dans les milieux ruraux et les petites villes que dans les milieux urbains et métropolitains.

---

Cette relation entre le degré d'urbanisation et le degré de conservatisme a cependant été moins étudiée de façon longitudinale. Comment, par exemple, affecte-t-elle la dynamique spatiale des comportements électoraux et comment cette dynamique s'articule-t-elle à l'existence possible de cycles privé-public? En considérant l'ensemble des éléments évoqués jusqu'ici, nous devrions nous attendre à une série de comportements en ce qui concerne les partis politiques. D'abord, la fortune des partis devrait être influencée par le caractère cyclique de l'alternance privé-public, et par l'effet de génération qui l'accompagne et qui contribuerait à fixer à environ 30 ans la durée des cycles. Ensuite, les partis réputés de droite devraient recevoir de meilleurs appuis électoraux en milieu rural, alors que les partis réputés de gauche devraient

avoir plus de succès en milieu urbain. Enfin, dans la phase ascendante du cycle, soit au cours des quelque 15 années pendant lesquelles un parti progresse, il devrait étendre ses appuis hors de sa «zone de confort», en terrain moins familier, c'est-à-dire urbain pour les partis conservateurs, et rural pour les partis réformistes. En d'autres termes, un processus de diffusion spatiale devrait être à l'œuvre, un processus des plus intéressants car il est susceptible de soutenir une interpénétration des valeurs issues du monde rural et du monde urbain. En effet, un parti à orientation conservatrice ne devra-t-il pas modifier cette orientation pour se gagner des appuis hors de son milieu de prédilection, la même chose étant vraie pour un parti à orientation plus libérale ou sociale-démocrate qui voudrait gagner des appuis en milieu rural?

#### **Le cas du Québec depuis 1944**

Nous voulons documenter la dynamique territoriale des comportements électoraux au Québec depuis le milieu des années 1940 à partir de l'hypothèse, qui vient d'être présentée, d'une relation positive entre le degré d'urbanisation et le degré de «réformisme» de l'électorat. Pourquoi choisir la période de 1944 à 2008? Nous reportant aux cycles de Schlesinger, qui place en 1947 la fin de la période du New Deal qui fut marquée par un fort interventionnisme de l'état en Amérique du Nord, en raison de la crise et de la guerre, nous devrions nous attendre à un reflux conservateur à partir du milieu des années 1940.

#### **Quelle forme prend la dynamique territoriale du vote?**

En ce qui concerne le Québec, il est possible, à partir de cette hypothèse générale, de s'interroger sur les grandes lignes de la dynamique territoriale de la culture politique québécoise, telle qu'elle s'exprime par le vote. Depuis le milieu des années 1940, quelle forme prend la dynamique territoriale du vote? Peut-on déceler un mouvement oscillatoire entre l'univers métropolitain de Montréal et les espaces non métropolitains du Québec, le vote plutôt conservateur se diffusant des régions rurales vers Montréal, et le vote moins conservateur se diffusant dans le sens inverse? Ce mouvement oscillatoire est-il lié à l'existence possible de cycles temporels qui verraient se succéder, selon des phases d'une quinzaine d'années, des périodes plus conservatrices et des périodes plus libérales ou plus sociales-démocrates?

Tableau 1. Pourcentage des voix et distance moyenne des électeurs à partir de Montréal

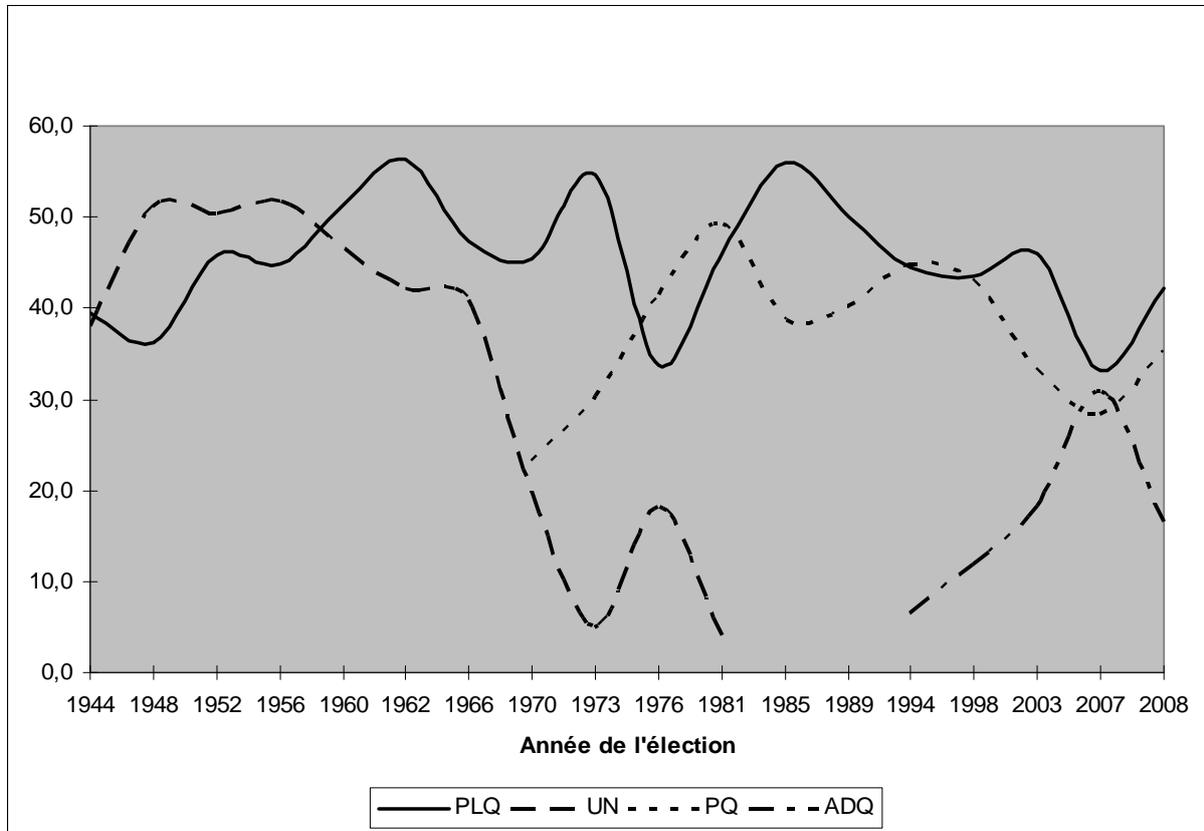
Année	POP	PLQ		UN		PQ		ADQ	
	Dist	Dist	%voix	Dist	%voix	Dist	%voix	Dist	%voix
1944	173	<b>158</b>	<b>39,4</b>	<b>216</b>	<b>38,0</b>				
1948	173	<b>165</b>	<b>36,2</b>	<b>184</b>	<b>51,2</b>				
1952	173	<b>161</b>	<b>45,8</b>	<b>199</b>	<b>50,5</b>				
1956	172	<b>172</b>	<b>44,9</b>	<b>189</b>	<b>51,8</b>				
1960	166	<b>174</b>	<b>51,4</b>	177	46,6				
1962	166	<b>161</b>	<b>56,4</b>	192	42,2				
1966	160	165	47,3	185	40,8				
1970	158	135	45,4	190	19,7	<b>137</b>	<b>23,1</b>		
1973	158	145	54,7	193	4,9	<b>141</b>	<b>30,2</b>		
1976	157	144	33,8	137	18,2	<b>159</b>	<b>41,4</b>		
1981	159	120	46,1	171	4,0	<b>167</b>	<b>49,3</b>		
1985	156	140	56,0			163	38,7		
1989	144	148	50,0			157	40,2		
1994	143	120	44,4			160	44,8	<b>144</b>	<b>6,5</b>
1998	143	121	43,6			160	42,9	<b>142</b>	<b>11,8</b>
2003	139	124	46,0			149	33,2	<b>168</b>	<b>18,2</b>
2007	137	132	33,1			156	28,3	<b>146</b>	<b>30,8</b>
2008	137	138	42,1			150	35,2	158	16,4
<i>MD</i>	<i>157</i>	<i>146</i>		<i>185</i>		<i>155</i>		<i>152</i>	
<b>R<sub>pearson</sub></b>		<b>+0,505</b>		<b>-0,916</b>		<b>+0,984</b>		<b>+0,370</b>	

POP : population québécois PLQ : Parti libéral du Québec UN : Union nationale PQ : Parti  
ADQ : Action démocratique du Québec  
Dist : Distance moyenne de Montréal (en kilomètres) de la population du Québec (POP) et des électeurs de chacun des partis, calculée à l'aide des points centraux des circonscriptions électorales, chaque distance étant pondérée par le nombre d'électeurs. MD : moyenne des distances sur l'ensemble des élections auxquelles un parti a participé. Les élections où un parti est dans une phase ascendante sont en caractères gras. La corrélation (r de Pearson) entre le pourcentage de voix et la distance de Montréal est calculée sur les phases ascendantes seulement avec la distance exprimée de façon relative (Dist<sub>parti politique</sub> / Dist<sub>pop</sub>)

Commençons par cette dernière question. Le tableau 1 présente le pourcentage de voix obtenu par chacun des quatre principaux partis lors des élections auxquelles ils ont participé. Le Parti libéral du Québec a participé aux 18 élections tenues de 1944 à 2007. L'Union nationale aux 11 premières élections sur les 18, le Parti québécois aux 11 dernières, et l'Action démocratique du Québec aux 5 dernières. Si nos hypothèses se vérifiaient, nous devrions observer deux cycles d'environ 30 années chacun sur la période de 1944 à

2008, soit sur 64 ans. Comme le premier de ces cycles suit une période interventionniste, nous devrions observer sur les premiers 15 ans une montée du conservatisme, pouvant se traduire au Québec par une montée de l'Union nationale. Nous devrions ensuite observer, sur les quinze années suivantes, une montée du «réformisme» qui pourrait être porté alors par le Parti libéral du Québec, suivie d'environ 15 années de conservatisme et de quinze autres années de réformisme.

Figure 1. Pourcentages des voix obtenus par les partis



Bien entendu, ce pattern idéal ne se retrouve que partiellement dans la réalité. La figure 1 montre l'évolution des pourcentages de voix obtenus par les partis en cause. L'Union nationale est bien en progression de 1944 à 1956, soit sur une période de 12 ans. Mais le Parti libéral l'est également de 1948 à 1962, sur 14 ans donc, partiellement à cause de la présence de tiers partis en 1944 (le Bloc populaire obtient 14,4% des voix) et en 1948 (l'Union des électeurs à tendance créditiste obtient 9,3% des voix). Ensuite, pour la deuxième phase du premier cycle, où il devrait y avoir recul du conservatisme et montée du réformisme, il y a bien un recul de l'Union nationale, qui se produit avec deux soubresauts (1966 et 1976), sur une période non pas de 15 ans mais bien d'environ 25 ans (de 1956 à 1981) et il y a aussi, de 1962 à 1976, recul du Parti libéral malgré le soubresaut de 1973.

Tout se passe comme si ce soubresaut, accompagné de la montée du Parti québécois à compter de 1970, prolongeait la deuxième phase du premier cycle jusqu'au milieu des années 1980, après quoi libéraux et péquistes amorcent une phase descendante, alors que l'ADQ relancera bientôt le conservatisme, jusqu'à son recul en 2008. En somme, au lieu de deux cycles complets d'environ 30 ans chacun avec alternance aux 15 ans, nous aurions plutôt assisté, depuis 1944, au déploiement de 1,5 cycle, avec une phase plutôt conservatrice jusqu'à la révolution tranquille, suivie d'une phase assez longue (environ 25 ans) de réformes jusqu'au milieu des années 1980, suivie à son tour d'une remontée du conservatisme au moins jusqu'en 2007.

---

Tournons nous maintenant vers la question de la dynamique territoriale des comportements électoraux. Un test de cette hypothèse peut être tenté par le biais d'une analyse spatiale simple du mouvement territorial des quatre principaux partis politiques présents au Québec depuis le milieu des années 1940. Depuis 1944, 18 élections provinciales ont eu lieu au Québec. L'analyse est menée au niveau des circonscriptions électorales à l'aide des données provenant de la Direction générale des élections du Québec et des cartes des circonscriptions électorales<sup>6</sup>. La distance moyenne entre le centre-ville de Montréal et les électeurs qui appuient une formation politique lors d'une élection constitue un indicateur élémentaire de la position territoriale de ce parti, et le changement dans cette distance, d'une élection à l'autre, mesure le mouvement territorial du parti vers la ville ou vers la campagne. Le tableau 1 présente ces distances ainsi que le pourcentage du vote obtenu à chaque élection dans l'ensemble du Québec par les partis en cause. La distance moyenne «Dist» est calculée en relevant d'abord la distance en kilomètres à vol d'oiseau entre le centre-ville de Montréal (coin Peel et Sainte-Catherine) et le point central de chacune des circonscriptions électorales à chacune des élections. Cette distance est alors pondérée (multipliée) par le nombre d'électeurs de la circonscription ayant appuyé chaque parti et la somme de ces produits est enfin divisée par la somme des poids, c'est-à-dire la somme des électeurs ayant appuyé le parti dans tout le Québec.

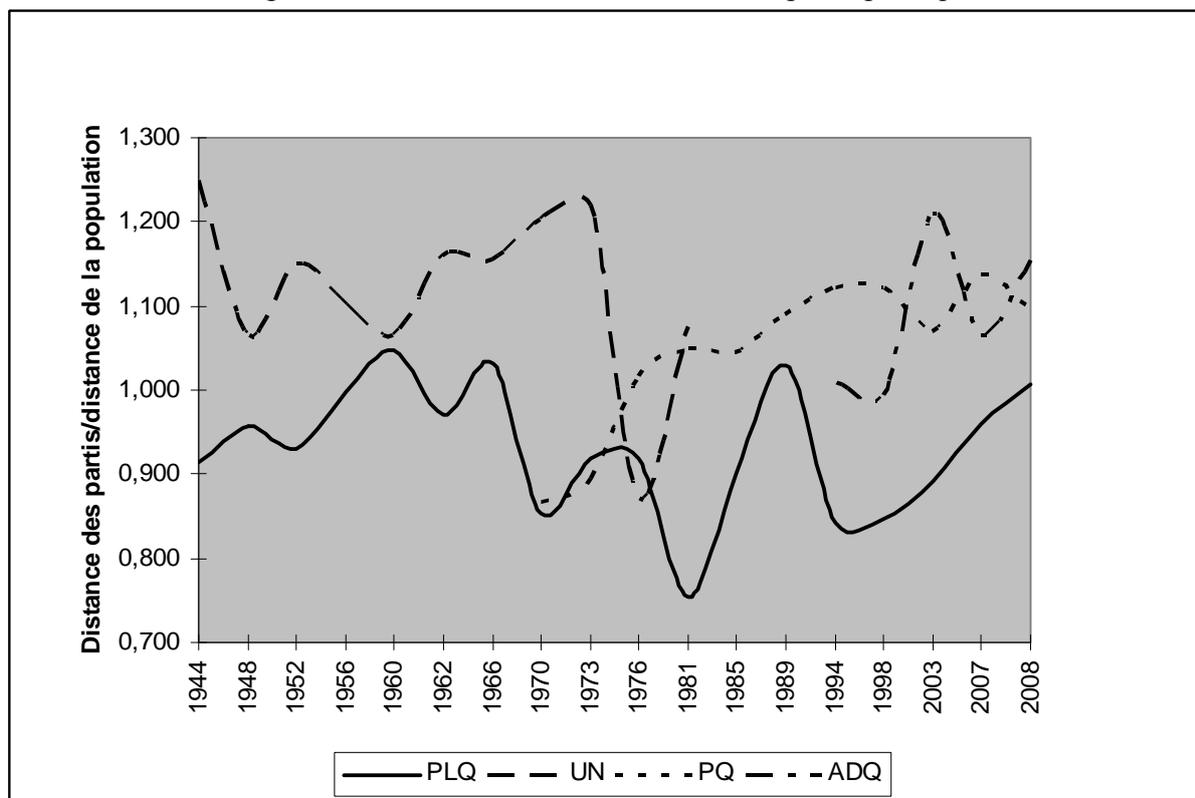
Voyons d'abord la position géographique de chacun des partis par rapport à Montréal pendant la période d'existence de chacun en faisant la moyenne *MD* des distances à chaque élection (les colonnes «Dist» du tableau 1). L'Union nationale est le parti le plus loin de

Montréal avec une distance moyenne *MD* de 185 km, alors que le Parti québécois se situe à 155 km, l'ADQ à 152 km et le Parti libéral à 146 km. Quatre tiers partis, qui n'apparaissent pas au tableau 1, ont joué un certain rôle pendant la période étudiée. Le Bloc populaire a obtenu 14,4% des voix en 1944 et se situait alors à 136 km de Montréal. En 1948, l'Union des électeurs (à tendance créditiste) obtenait 9,3% des voix et se situait à 274 km de Montréal. En 1966, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, précurseur du PQ, obtenait 5,6 % des voix et se situait à 111 km de Montréal. Enfin, le Ralliement créditiste obtenait 11,2%, 9,9% et 4,6% des voix en 1970, 1973 et 1976 et se situait respectivement à 266, 208 et 260 km de Montréal.

#### **L'Union nationale est le parti le plus loin de Montréal**

En ce qui concerne maintenant le mouvement territorial des partis d'une élection à l'autre, nous rappelons l'hypothèse qui veut que, dans leur phase ascendante, les partis progressent en terrain moins familier, les partis à base rurale progressant vers la ville et les partis à base urbaine progressant vers les milieux ruraux, une fois pris en compte le déplacement possible de l'ensemble de la population sous-jacente. D'une élection à l'autre, un parti peut ne pas bouger ou se rapprocher ou s'éloigner de Montréal. Les partis ayant leur origine en milieu non-métropolitain, comme l'Union nationale (UN) et l'Action démocratique du Québec (ADQ) devraient, en phase ascendante, gagner du terrain vers Montréal, alors que les partis venant des milieux métropolitains comme le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) devraient, toujours en phase ascendante, gagner du terrain dans le sens inverse.

Figure 2. Distance relative de Montréal des partis politiques



L'évolution de l'ensemble des distances apparaît à la figure 2. Ces distances relatives sont obtenues en divisant les distances des partis par la distance de la population, ces chiffres étant tirés du tableau 1. Une valeur supérieure à 1 indique que les électeurs appuyant un parti sont localisés plus loin de Montréal en moyenne que la population dans son ensemble. Ainsi, l'UN pendant sa phase ascendante, de 1944 à 1956, devrait voir sa distance de Montréal se réduire, alors que le PQ, pendant sa phase de progression, de 1970 à 1981 devrait voir sa distance de Montréal s'accroître. Mais nous savons que, pendant la période étudiée, la population du Québec dans son ensemble s'est rapprochée de Montréal. Si nous ne tenons pas compte de ce fait, nous risquons d'attribuer à une progression d'un

parti vers Montréal ce qui serait en fait la progression de l'ensemble de la population. Il nous faut donc relativiser (diviser) les distances des partis par la distance de la population qui apparaît dans la colonne «POP» du tableau 1. Ce sont les ratios ainsi obtenus qui apparaissent à la figure 2 et qui sont mis en corrélation, au tableau 1, avec les pourcentages de voix obtenus par les partis pendant leur phase ascendante. Notons que les distances de Montréal de l'ensemble de la population sont calculées aux dates de recensement, la distance issue du recensement le plus près de chaque élection étant utilisée pour obtenir les ratios. L'hypothèse de la diffusion en terrain adverse se vérifie en grande partie. La vérification est nette dans le cas de l'Union nationale et du Parti québécois. De 1944 à 1956, l'UN voit sa proportion du vote augmenter et sa distance de Montréal diminuer de telle sorte qu'une corrélation très forte de -0,916 est observée entre ces deux variables<sup>7</sup>. En ce qui concerne le PQ,

**L'hypothèse de la diffusion en terrain adverse se vérifie en grande partie.**

---

sa phase ascendante s'étend de 1970 à 1981. Pendant cette période, sa proportion des voix augmente considérablement et il en est de même de sa distance de Montréal qui montre une corrélation de +0,984.

Les choses sont moins claires dans les cas du PLQ et de l'ADQ. En ce qui concerne le PLQ, il aurait connu, entre 1944 et 2008, deux cycles. Une première période ascendante s'étend de 1944 à 1962. Nous avons déjà noté que c'est la contraction des tiers partis au cours de cette période qui permet à la fois à l'UN et au PLQ d'être en progression. Conformément à l'hypothèse, le PLQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal pendant cette période, exception faite de la dernière élection, celle de 1962, où une forte augmentation du pourcentage de voix obtenues correspond à un rapprochement de Montréal. Il reste que la corrélation entre la distance et le pourcentage de voix, pour cette période, est de +0,505. Une autre période ascendante prend place de 1976 à 1989 mais, cette fois, l'augmentation du vote et la distance de Montréal ne sont pas corrélées ( $r = +0,085$ ). Dans le cas de l'ADQ, nous attendions une corrélation négative, s'agissant d'un parti réputé de droite qui aurait des assises en milieu rural ou, du moins, non métropolitain. Or, la corrélation obtenue, sur la base des quatre élections où l'ADQ a progressé, soit celles de 1994, 1998, 2003 et 2007, est positive mais

faible ( $r = +0,371$ ). Toutefois, il faut noter que lors des deux élections où les voix obtenues par l'ADQ progressent substantiellement, soit de 18,2% en 2003 à 30,8% en 2007, le mouvement territorial du parti est conforme à l'hypothèse, c'est-à-dire que l'ADQ se rapproche alors nettement de Montréal comme on peut le voir à la figure 2.

Un mot enfin du mouvement territorial des partis lorsque ceux-ci sont en phase descendante. En première approximation, nous devrions nous attendre à un mouvement inverse à celui observé en période ascendante. Mais ceci n'est pas le cas, sauf en ce qui concerne l'UN entre 1960 et 1973, alors que la contraction du vote correspond à un éloignement de Montréal ( $r = 0,832$ ). Quant au PLQ, sa phase descendante la plus nette s'étend de 1985 à 2007, alors que son pourcentage des voix passe de 56 à 33,1. Or, cette période ne montre pas de contraction comparable des distances de Montréal. Le cas du PQ est intéressant car, en phase descendante, entre 1981 et 2007, il continue de s'éloigner de Montréal de façon assez régulière, même si la corrélation entre pourcentage des voix et distance est assez faible ( $r = -0,312$ ). Enfin, l'ADQ a connu sa première phase descendante entre 2007 et 2008, phase correspondant à un éloignement de Montréal conformément aux hypothèses.

### **Le rural et l'urbain, oscillations ou interpénétrations?**

Nos analyses montrent donc que l'hypothèse d'une diffusion hors du milieu d'origine de l'appui aux partis se vérifie assez bien dans le cas de l'UN et du PQ. Entre 1944 et 1956, l'UN progresse vers Montréal, l'élection de 1952 exceptée, alors qu'entre 1970 et 1981, alors qu'il est nettement dans sa phase ascendante, le PQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal. Le cas du PLQ est plus complexe. Il s'agit d'un parti qui,

contrairement aux trois autres, existait longtemps avant la période observée ici, un parti déjà implanté à l'échelle du Québec. Sa dynamique territoriale ne suit pas un mouvement simple de diffusion à partir de Montréal pendant la période observée, sauf au début de la période, de 1944 à 1962. Quant à l'ADQ, il s'agit d'un parti dont les principaux supporteurs viennent des zones rurales et périurbaines qui connaissent une industria-

---

lisation s'appuyant sur les PME. De 1998 à 2003, cette industrialisation se diffuse au Québec à partir de la plaine de Montréal et l'ADQ fait de même. De 2003 à 2007, le parti s'implante fortement autour de Québec et gagne du terrain dans la plaine de Montréal.

En conclusion, un certain nombre d'interrogations peuvent être soulevées en ce qui concerne les tenants et aboutissants pour le Québec, des dynamiques territoriales des comportements électoraux. Les cycles électoraux et les oscillations territoriales des appuis aux partis politiques peuvent aider à mieux comprendre la dynamique socioculturelle du Québec. L'importance du rapport au territoire dans la construction de la culture québécoise a souvent été soulignée. Ne trouve-t-on pas au cœur de la dynamique socio-culturelle du Québec une tension constructive entre une métropole cosmopolite et des régions où domine la culture issue du terroir québécois, où les villes, la ville de Québec au premier chef, apparaissent en forte continuité par rapport à cette culture? On peut en effet avancer que, d'une part, certaines nouvelles idées qui arrivent au Québec de l'extérieur y entrent souvent par Montréal, conformément au principe de la diffusion spatiale hiérarchique des innovations, soit «du haut vers le bas»; alors que, d'autre part, la ville de Québec joue un rôle important de mise en forme de la culture vivante issue des régions avoisinantes, selon un processus «du bas vers le haut». Depuis plus d'un siècle, Québec est alimentée par des migrants venant de ces régions alors que Montréal reçoit une

immigration internationale substantielle. La rencontre de ces deux processus au cours des années 1950 et 1960 aurait, entre autres, contribué à nourrir la «révolution tranquille» qui peut être vue comme une institutionnalisation par l'état, à Québec, des tendances réformistes provenant surtout de Montréal.

Enfin, il convient de s'interroger, par rapport à ce large contexte historique et géographique, sur le sens qu'il faut donner aux cycles électoraux et aux oscillations rurale-urbaine décrites plus haut. On peut se demander s'il ne faudrait pas parler d'interpénétrations rurale-urbaine plutôt que d'oscillations? En effet, un parti politique doit gagner des appuis en terrain moins familier pour progresser. On peut penser que cette nécessité engendre une sorte de négociation entre le parti et les électeurs à convaincre. Dans quelle mesure les orientations politiques du parti s'adapteront-elles à l'électorat localisé hors de la « zone de confort » du parti et, inversement, dans quelle mesure cet électorat se laissera-t-il convaincre de la justesse de ces orientations? En d'autres termes, un parti à tendance réformiste originaire de Montréal deviendra-t-il moins réformiste en étendant ses appuis en milieu non métropolitain? Inversement, un parti à tendance conservatrice le deviendra-t-il moins en gagnant des appuis en milieu métropolitain? Pour répondre à ces questions, il faudra analyser l'évolution des orientations politiques des partis lorsque ceux-ci progressent hors de leurs zones de confort. ■

#### Notes et références

- <sup>1</sup> Une version plus élaborée de ce texte se trouve à : <http://www.crad.ulaval.ca/comportementsselectoraux/Cycles/>
- <sup>2</sup> DEVOLDER, D. (2003). « Générations démographiques, générations familiales » Communication au colloque « Les approches générationnelles : enjeux, avancées, débats » 13-14 novembre, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (consulté sur internet le 30 mai 2008 : <http://www.printemps.uvsq.fr/Devolder.pdf>)

- 
- <sup>3</sup> JODOIN, Y., VILLENEUVE, P. et THÉRIAULT, M. (2007). *Le vote à Québec a-t-il une dimension géographique?* Université Laval, Centre de recherche en aménagement et développement, rapport de recherche. [http://www.crad.ulaval.ca/documents / PUBAUT/2007 / ID1910 \\_rapport\\_ Jodoin\\_2007.pdf](http://www.crad.ulaval.ca/documents/PUBAUT/2007/ID1910_rapport_Jodoin_2007.pdf), consulté le 30 mai 2008].
- <sup>4</sup> LEMIEUX, V. (1991). *Les relations de pouvoir dans les lois. Comparaison entre les gouvernements du Québec de 1944 à 1985*. Québec, Les Presses de l'Université Laval et l'Institut d'administration publique du Canada.
- <sup>5</sup> CUTLER, F. et JENKINS, R.W. (2000). « Where one lives and what one thinks: Implications of rural-urban opinion cleavages for Canadian federalism » [[http:// www.politics.ubc.ca/ fileadmin / template/main/images / departments / poli\\_sci / Faculty / cutler / Cutler-Jenkins \\_ 2000.pdf](http://www.politics.ubc.ca/fileadmin/template/main/images/departments/poli_sci/Faculty/cutler/Cutler-Jenkins_2000.pdf), consulté le 11 janvier 2008]
- <sup>6</sup> DROUILLY, P. (1989) *Atlas des élections au Québec, 1967-1985*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale.
- <sup>7</sup> Il s'agit de l'indice de corrélation «r» de Pearson qui varie entre -1,000 et +1,000, une valeur de 0 indiquant l'absence de corrélation, une valeur proche de -1,000 indiquant une corrélation négative forte et une valeur proche de +1,000 indiquant une corrélation positive forte.

---

## Publicité 4 pubs